

Pour un budget européen de relance

Par Le think tank Notre Europe,

Le Comité européen du think tank Notre Europe, présidé par Jacques Delors, craint que les Etats membres ne coupent dans le budget de l'UE, ce qui irait à l'encontre des ambitions communautaires

Les Etats membres s'appêtent à renégocier l'ensemble des moyens alloués aux politiques communautaires pour une prochaine période de sept longues années. La grande majorité d'entre eux semble considérer, à l'heure où tous les budgets nationaux sont revus à la baisse, qu'il est normal que le budget de l'Union européenne connaisse le même sort. Cette approche est pourtant erronée. Elle est fondée sur de mauvaises prémisses et va à rebours de l'intérêt européen.

Les prémisses sont erronées parce qu'il est impossible et donc démagogique de faire la moindre comparaison entre un budget national et le budget européen. Rappelons que le budget de l'Union représente seulement autour de 1% du produit intérieur brut contre 25% aux Etats-Unis.

Cette position va également à rebours de l'intérêt européen car elle condamne l'Union à la dépression économique, au mieux à la stagnation. Au moment où les gouvernements nationaux sont contraints à la voie de l'austérité, le budget européen peut et doit être l'instrument de la relance. Il le doit d'autant plus que l'Union obtient de nouvelles compétences du Traité de Lisbonne et affiche des objectifs extrêmement ambitieux à l'horizon 2020 pour promouvoir une croissance qu'elle souhaite intelligente, durable et inclusive. Avec les moyens actuels, elle n'y parviendra pas. Sa dynamique et son assise démocratique seraient une nouvelle fois ébranlées par une inadéquation totale entre les objectifs annoncés et les moyens pourvus.

La dépense européenne ne s'ajoute pas arithmétiquement aux dépenses nationales. Dans plusieurs domaines (solidarité, défense, recherche et innovation, infrastructures européennes d'énergie ou de transports, etc.), elle permet de les rationaliser, par des économies d'échelle et par une action plus efficace avec moins de moyens. Peut-on compter sur les ressources actuelles de l'Union pour parvenir à une augmentation du budget communautaire? Certainement pas puisque la majorité du budget européen est financé par des contributions nationales provenant d'Etats membres contraints à réaliser des coupes budgétaires.

L'Union européenne a besoin d'une nouvelle ressource propre, dont les revenus parviendraient directement au budget de l'Union sans passer par le niveau national. C'est d'ailleurs ce type de ressource que prévoyaient les Traités fondateurs pour le financement des actions de l'Union.

Les gouvernements auraient tort d'y voir et d'agiter dans l'opinion publique l'épouvantail d'un impôt européen. Cette ressource permettrait d'augmenter le budget et de réduire leurs contributions. Elle pourrait permettre à l'Union de progresser dans la lutte contre le changement climatique, par le biais d'une taxe carbone, ou les dérives financières, par une taxe sur les transactions financières.

Les citoyens ne comprendraient pas que le monde de l'après-crise ressemble en tout point à celui d'avant, avec juste encore moins de croissance et plus de chômage. Un budget européen de soutien fondé sur une nouvelle ressource propre et lié à un projet ambitieux est un acte qui relève de la nécessité économique et sociale comme de l'urgence politique.

■ Les 44 signataires:

Enrique Barón-Crespo, ancien Président du Parlement européen, ancien Président du groupe parlementaire des Socialistes européens

Pervenche Berès, Députée européenne, Présidente de la Commission Emploi et Affaires sociales du Parlement européen

Joachim Bitterlich, Executive Vice Président International, Veolia Environnement Paris, Vice –Président de Notre Europe

Josep Borrell Fontelles, Président de l'Institut universitaire européen de Florence, ancien Président du Parlement européen

Jean-Louis Boulanges, ancien député européen

Laurent Cohen-Tanugi, avocat

Etienne Davignon, Ministre d'Etat belge, ancien Vice-Président de la Commission européenne

Jean Baptiste de Foucauld, Inspecteur des finances

Jacques Delors, Président fondateur de Notre Europe, ancien Président de la Commission européenne

Ana de Palacio, ancienne Ministre des affaires étrangères d'Espagne

Renaud Dehousse, Directeur du Centre d'études européennes, Sciences Po Paris

Philippe de Schoutheete, ancien Ambassadeur de la Belgique auprès de l'UE

Isabelle Durant, Vice-présidente du Parlement européen

Piero Fassino, Député, Ancien Ministre italien

Jean François-Poncet, ancien Ministre des affaires étrangères de la France

Emilio Gabaglio, ancien Secrétaire général de la Confédération européennes des syndicats

Nicole Gnesotto, Professeur titulaire de la Chaire sur l'Union européenne au CNAM, Vice-présidente de Notre Europe

Sylvie Goulard, députée européenne

Elisabeth Guigou, députée, ancienne Ministre

Klaus Hänsch, ancien Président du Parlement européen

Philippe Lagayette, Président de la Fondation de France

Eneko Landaburu, Ambassadeur, Chef de la Délégation de la Commission européenne au Royaume du Maroc

Allan Larsson, ancien Ministre des finances de la Suède

Pierre Lepetit, Inspecteur des Finances, Vice-Président de Notre Europe

Paavo Lipponen, ancien Premier ministre finlandais

Vitor Martins, Conseiller pour les affaires européennes du Président de la République portugaise, ancien Ministre des affaires étrangères du Portugal

Mario Monti, ancien Commissaire européen, Président de l'université Bocconi, Milan

Tommaso Padoa-Schioppa, ancien Ministre des finances de l'Italie, Président de Notre Europe

Riccardo Perissich, ancien Directeur général responsable du marché intérieur à la Commission européenne

Alojz Peterle, député européen, ancien Premier ministre de la Slovénie

Julian Priestley, ancien Secrétaire général du Parlement européen

Antonio Puri Purini, Conseiller du Président italien, ancien ambassadeur de l'Italie en Allemagne

Gaëtane Ricard-Nihoul, Secrétaire générale de Notre Europe

Maria João Rodrigues, ancienne Ministre du Portugal, conseillère pour les politiques économiques et sociales auprès de la Commission européenne, Professeur à l'Université de Lisbonne

Daniela Schwarzer, Chef de la division Recherche pour l'intégration européenne au « International and Security Affairs, Stiftung Wissenschaft und Politik»

Pedro Solbes, Ancien ministre de l'Economie et des Finances de l'Espagne et commissaire européen aux Affaires monétaires. Président de la Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior (FRIDE).

Antoinette Spaak, Ministre d'Etat belge, ancienne députée européenne

Barbara Spinelli, Journaliste

Christian Stoffaës, Président du Conseil du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)

Pawel Swieboda, Président de Demos Europa, Centre for European Strategy

Christine Verger, Directrice au Parlement européen, ancienne Secrétaire générale de Notre Europe

Guy Verhofstadt, Président du groupe ADLE au Parlement européen, ancien premier ministre belge

Daniel Vernet, journaliste

Jérôme Vignon, Président des Semaines sociales de France